



« Projet contre projet »

Comparatif des projets du Parti Socialiste (PS), de l'Union pour un Mouvement Populaire (UMP), des Collectifs Antilibéraux pour une Candidature Unitaire, et du Front National (FN).

THEMATIQUE : Agriculture

1. Fiche : Orientations de la politique agricole.

Collectifs unitaires : Ce que nous voulons	PS : Réussir ensemble le changement	UMP : Contrat de législature 2007-2012	FN : Projet présidentiel
L'agriculture peut être un secteur important de pollution ou au contraire de protection de l'environnement.	Soutenir la promotion d'une agriculture de qualité respectant l'environnement et contribuant à l'entretien de l'espace en réorientant la PAC vers le développement rural et toutes les productions agricoles sur l'ensemble du territoire français (élevage, grandes cultures, viticulture, production fruitière et légumière...), en plafonnant et en modulant les primes à l'échelle régionale, en rétablissant un vrai contrat entre le monde agricole et la société tout entière, à travers des labels de qualité et de garantie d'origine.	Face à la demande mondiale croissante, affirmer l'importance stratégique de l'autosuffisance et de l'indépendance alimentaires de l'Europe ainsi que le rôle de l'agriculture française pour répondre aux usages énergétiques et aux usages non alimentaires et non énergétiques de l'agriculture.	9 mesures clefs, au-delà des mesures par secteurs agricoles, qui doivent être la preuve que nos paysans de France peuvent être sauvés. Convoquer des Etats généraux de l'agriculture avec les maires et les organisations professionnelles. Ces Etats généraux vont mettre au point le grand programme de redressement agricole.

2. Fiche : Industrie agroalimentaire.

Collectifs unitaires : Ce que nous voulons	PS : Réussir ensemble le changement	UMP : Contrat de législature 2007-2012	FN : Projet présidentiel
Mettre un terme à la toute puissance des firmes agro-alimentaires et de la grande distribution.		Faire respecter la loi et les règles de la concurrence loyale dans les rapports entre les agriculteurs et la grande distribution et assurer la transparence des prix. Améliorer le fonctionnement des filières agroalimentaires, afin de produire plus de richesse et de mieux la partager.	

3. Devenir des agriculteurs.

Collectifs unitaires : Ce que nous voulons	PS : Réussir ensemble le changement	UMP : Contrat de législature 2007-2012	FN : Projet présidentiel
<p>Encourager le maintien des agriculteurs sur leurs exploitations par une politique de juste rémunération à la production et la lutte contre le productivisme agricole nuisible à la qualité, à la santé et à l'environnement.</p>	<p>Aider les jeunes agriculteurs désireux de promouvoir une agriculture durable en simplifiant les conditions d'installation et en facilitant l'accès au foncier. Améliorer la protection sociale des collaborateurs appartenant à la famille de l'exploitant et les non-salariés agricoles exploitant de petites surfaces, ainsi que les petites retraites, les régimes d'assurance contre les accidents du travail et les maladies professionnelles.</p>	<p>Trouver un meilleur équilibre entre la rémunération par les prix et les aides directes, qui resteront nécessaires pour compenser les baisses de prix et les handicaps des territoires les plus fragiles, en permettant à nos agriculteurs de vivre davantage de leurs productions et du fruit de leur travail.</p>	<p>Moratoire de la dette agricole, qui sera cantonné dans une caisse publique d'amortissement, jusqu'au rétablissement de l'équilibre financier des exploitations. Consacrer un train de mesures fortes pour l'installation de 15 000 jeunes agriculteurs par an. Loi de justice agricole qui mettra en parité, en 5 ans, des retraites agricoles avec les retraites des autres Français, notamment pour le conjoint survivant, comme une mesure de restitution au monde paysan de la plus-value de productivité confisquée depuis trente ans au profit du secteur des services.</p>
	<p>Favoriser l'activité agricole en mettant en place des dispositifs de type contractuel.</p>		<p>Exonération, en 5 ans, des entreprises agricoles de toutes charges fiscales et sociales pour rétablir l'égalité de compétitivité face au dumping de l'agriculture de l'hémisphère sud.</p>

		<p>Favoriser l'installation des agriculteurs, afin d'éviter la déprise agricole et de développer une production agricole durable. Permettre aux agriculteurs, par l'intermédiaire d'un fonds mutualisé, de reprendre des entreprises agroalimentaires françaises familiales menacées de rachat par des investisseurs étrangers ou d'investir en actions dans des grandes sociétés agroalimentaires nationales. Poursuivre l'amélioration du régime des retraites agricoles.</p>	
--	--	---	--

4. Politique Agricole Commune

Collectifs unitaires : Ce que nous voulons	PS : Réussir ensemble le changement	UMP : Contrat de législature 2007-2012	FN : Projet présidentiel
<p>En matière de politique agricole, nous proposons de soutenir le principe des aides à l'agriculture paysanne - pour la pérennisation du travail paysan, le développement rural, les pratiques protégeant l'environnement - mais non les subventions directes ou indirectes à l'agrobusiness et à ses exportations qui déstabilisent les productions des pays du Sud.</p>	<p>Réorienter la PAC vers le développement rural et toutes les productions agricoles. Défendre le maintien d'une politique agricole commune, réorientée pour tenir compte des besoins du pays du Sud. A l'échelle mondiale, défendre le principe de souveraineté alimentaire.</p>	<p>Défendre le principe de la politique agricole commune (PAC) auprès de nos partenaires européens et dans l'enceinte de l'OMC (principe d'une aide à l'agriculture). Défendre l'image de notre agriculture et de notre pêche, de nos agriculteurs et de nos pêcheurs, auprès du grand public, en expliquant notamment la PAC. Réaffirmer le principe de préférence communautaire. Mettre en place une police sanitaire renforcée aux frontières de l'Union européenne, chargée de garantir que les produits importés sont sûrs et conformes aux normes imposées aux produits européens.</p>	<p>Réaffirmer et concrétiser la préférence communautaire par l'instauration d'une nouvelle technologie de droits de douane : les droits de douane modulables, remboursables et bonifiables.</p>

5. Organismes Génétiquement Modifiés et Brevetabilité du vivant.

Collectifs unitaires : Ce que nous voulons	PS : Réussir ensemble le changement	UMP : Contrat de législature 2007-2012	FN : Projet présidentiel
<p>Les cultures d'OGM en plein champ seront interdites de même que le développement d'OGM à finalité alimentaire.</p>	<p>Refuser les essais en pleins champs des OGM, tout en encadrant la poursuite de la recherche publique en ce domaine</p>	<p>Ne pas accepter l'utilisation des OGM en l'état des connaissances scientifiques, mais poursuivre la recherche et associer tous les partenaires (chercheurs, représentants des agriculteurs, associations de défense de l'environnement...) à son contrôle et à son évaluation.</p>	<p>Loi de sanctuarisation juridique du droit millénaire du paysan au réensemencement d'une partie de sa récolte, contre le brevetage du vivant par les multinationales. Ainsi, l'essentiel du danger des OGM sera conjuré. Les paysans ne tomberont pas sous la dépendance économique des brevets des multinationales.</p>
<p>Plus largement nous refusons la brevetabilité du vivant.</p>			

6. Secteurs en crise et diversification des activités.

Collectifs unitaires : Ce que nous voulons	PS : Réussir ensemble le changement	UMP : Contrat de législature 2007-2012	FN : Projet présidentiel
		Engager un plan de restructuration et de relance sur cinq ans de la filière et de la production viticoles, permettant la reconquête progressive des parts de marché mondiales perdues par le vin français et garantissant l'accompagnement social des producteurs en difficulté.	Nos vignerons vont bénéficier d'un Conservatoire du vignoble. Supprimer les entraves fiscales à la libre circulation des vins et supprimer aussi les barrières administratives qui sont d'autres entraves à cette libre circulation des vins. A l'OMC imposer le registre multilatéral des indications géographiques viticoles et la répartition planétaire équitable des sacrifices viticoles
L'agriculture respectueuse de l'environnement et l'agriculture biologique seront encouragées.	Favoriser la diversification de la production agricole, en développant les productions non alimentaires, les biocarburants et la biomasse.	Développer les usages non alimentaires de l'agriculture, en particulier les biocarburants et la chimie verte. Valoriser bien davantage les forêts existantes, dans un but écologique et pour créer des emplois. Engager un plan biomasse d'envergure.	
	Intégrer la spécificité des zones de montagne dans la politique agricole.	Conforter la place de la recherche agronomique et de l'enseignement agricole, dans un but de renforcement du secteur et de plus grande ouverture internationale. Donner à l'enseignement agricole les moyens de sa diversification vers les nouveaux métiers de l'industrie agroalimentaire et de la ruralité.	

		Aider l'ensemble du secteur agricole à mieux prendre en compte le bien-être animal et à mettre en oeuvre des pratiques plus respectueuses de l'environnement (eau, pesticides, bien-être animal), en soutenant notamment l'agriculture raisonnée.	
		Développer l'agriculture biologique.	

7. Foncier

Collectifs unitaires : Ce que nous voulons	PS : Réussir ensemble le changement	UMP : Contrat de législature 2007-2012	FN : Projet présidentiel
	Mettre en œuvre une politique de maîtrise foncière dans le secteur agricole		



8. Synthèse sur la thématique Agriculture.

L'agriculture est un secteur clef de l'économie française, qui induit un grand nombre d'emplois (secteur agricole, industrie agro-alimentaire, tourisme, ...). Tous les partis proposent des solutions à la crise que connaît actuellement le monde agricole. La diversification des activités est un enjeu abordé par les partis de gouvernement (PS et UMP). Fidèle à sa conception réactionnaire et conservatrice, le FN propose un repli sur soi, et ne cherche aucune solution novatrice en termes d'activités agricoles. Toutes les solutions passeraient pour lui par une exonération des charges pour les agriculteurs, conception très poujadiste, mais rien n'explique comment alors financer la protection sociale dans le monde agricole. Par ailleurs les exploitants agricoles français exportent leurs productions vers des marchés étrangers, et la fermeture des frontières économiques de notre pays lui serait très nuisible.

Il est à noter que seul le Parti Socialiste perçoit l'activité agricole dans sa globalité. Seul le programme du PS aborde la question de la maîtrise foncière dans le monde agricole, qui est pourtant une question majeure, notamment dans certaines régions très peuplées et touristiques. La maîtrise foncière est le seul biais pour assurer une pérennisation de l'activité. Le PS propose une véritable contractualisation avec le monde agricole, qui doit recevoir le soutien des pouvoirs publics car l'activité agricole est à la base d'une activité économique importante, mais également de la santé, du bien être, du respect de l'environnement, de l'activité touristique, La protection sociale doit être améliorée pour les agriculteurs, leurs familles, et leurs salariés. En échange le monde agricole doit s'engager dans une production de qualité, seule véritable voie de sortie de la crise actuelle.